

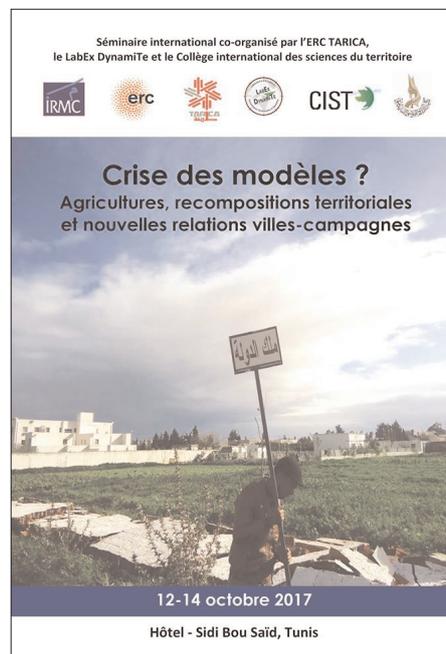
Crise des modèles ? Agricultures, recompositions territoriales et nouvelles relations villes-campagnes

Co-organisé par l'ERC Tarica¹, l'IRMC, le LabEx Dynamite, le Collège international des Sciences du territoire (CIST), et l'Université de la Manouba, le séminaire international « Crise des modèles ? Agricultures, recompositions territoriales et nouvelles relations villes-campagnes » s'est tenu du 12 au 14 octobre 2017 à Tunis. Il a réuni des chercheurs et des doctorants, géographes, sociologues, économistes et politistes autour d'une réflexion sur l'évolution des modèles productifs en agriculture, les recompositions sociales et spatiales porteuses de nouvelles relations entre villes et campagnes.

Lors de son allocution d'ouverture, Mme Oissila Saaidia, directrice de l'IRMC, a souligné que la question des modèles et de leur crise est au cœur de bien des problématiques des sciences humaines et sociales. Le modèle s'avère autonome par rapport à la réalité dans la mesure où il est impossible d'en restituer toute la complexité et qu'en dépit de cela, les modèles circulent indépendamment des contextes politiques dans lesquels ils ont été produits. S'interroger sur la crise des modèles, c'est donc s'interroger sur la pertinence d'outils construits « hors sol ». En somme c'est remettre en question l'universalité supposée de certains modèles, en partie du fait que les modèles de développement agricole génèrent au Nord comme au Sud, d'importantes recompositions territoriales.

Un fait que, Alia Gana, directrice de recherche au CNRS et *Principal Investigator* de l'ERC Tarica située dans la problématique générale du projet de recherche axée sur la circulation et la confrontation des modèles de développement et de justice sociale. La question de la crise des modèles agricoles est l'objet d'une collaboration de longue date entre Marine Berger et Jean-Louis Chaléard, Professeurs à l'Université

Paris 1 Panthéon Sorbonne. Ce sujet relève d'une réflexion sur les modèles de développement, qui ne peut être pertinente sans aborder les questions portant sur les politiques publiques.



Le premier atelier du séminaire concernait les rapports entre villes et campagnes et la question de la concurrence autour des ressources qui peuvent prendre des formes diverses. Il peut s'agir des jeunes ruraux qui se sont dirigés vers les villes (Zakaria Kadiri – Maroc), mais également du foncier agricole périurbain menacé par l'urbanisation et l'industrialisation (Marouen Taleb – Tunis). Des marges de manœuvre et des arrangements informels peuvent également exister, soit entre usagers et État, comme dans le cas des territoires irrigués de Biskra et du bas Chléf (Hichem Amichi – Algérie), soit entre différentes catégories d'usagers comme le montre la gestion de l'espace halieutique monastirien (Racha Sallemi –

Tunisie). Les inégalités socio-spatiales apparaissent ainsi comme une conséquence d'une compétition sur les ressources entre usagers-gagnants et usagers-perdants, particulièrement en ce qui concerne la gestion de l'eau comme dans le cas du Lebna au Cap Bon (Alia Gana et Emna Khemiri – Tunisie).

Le second atelier a traité des modèles agricoles émergents et innovants et des nouvelles relations villes-campagnes. La réhabilitation des anciens modèles d'exploitation agricole s'inscrit dans cette logique d'innovation qui tend à revaloriser des espaces agricoles confrontés à des compétitions sur les ressources et à l'emprise foncière : la valorisation de la production oasienne à Gabès (Irène Carpentier – Tunisie) ou la restructuration récréative de l'espace agricole des campagnes liméniennes (Héloïse Leloup – Pérou) pour diversifier les sources de revenus des agriculteurs, de résistance et d'adaptation face à l'emprise de l'urbain. Une emprise dont l'ampleur est particulièrement marquée dans le contexte égyptien caractérisé par le développement d'un modèle capitaliste d'agro-business exportateur en pleine conquête des terres désertiques de l'Ouest du Delta du Nil (Delphine Acloque – Égypte) mais qui se déploie également à des échelles plus humaines comme à Tiznit (David Goeur – Maroc) à travers la préservation de l'activité agricole en érigeant le foncier au rang de « bien commun » géré collectivement par une communauté d'usagers à cheval entre l'urbain et le rural.

Le troisième atelier a traité des nouvelles fonctions et des représentations des espaces ruraux périurbains. Il a permis de conforter l'idée que la ville a besoin d'un espace rural contiguë en tant que territoire d'une agriculture d'entreprise qui tend à se diversifier pour s'adapter à une nouvelle échelle métropolitaine



© Marouen Taleb.

extrêmement variée et exigeante comme dans l'ouest francilien (Martine Berger – France). Ainsi, face à la croissance de la ville néo-libérale, une gouvernance dédiée devient impérative afin de sécuriser les moyens de production et notamment le foncier comme dans le cas du territoire d'île de France (Monique Poulot – France). La pénétration de l'agriculture marchande introduit ainsi une nouvelle ruralité au sein de laquelle l'autochtonie sert de vecteur identitaire pour les revendications foncières comme le montre l'exemple abidjanais (Jean-Louis Chaléard – Côte d'Ivoire). Les besoins de la ville peuvent se rapporter également à une dimension sociale à travers laquelle les citoyens établissent un lien avec la campagne en cultivant de petites exploitations agricoles sous la forme de jardins-potagers qui agrandissent l'espace de vie très restreint des citoyens comme le montre l'exemple des datchas de Kazan

(Camille Rober-Bœuf – Russie).

Le quatrième atelier a mis en lumière les dynamiques migratoires et les mobilités liées à une redéfinition des rapports entre villes et campagnes. L'influence des économies libérales tend à raccourcir le lien entre ces dernières et a des conséquences en matière de renforcement de l'armature urbaine et d'implantation d'équipements publics à travers la densification des espaces ruraux. Toutefois, l'investissement privé ne saurait se soustraire aux politiques d'aménagement du territoire pour répondre à la question des inégalités comme dans la région de Kédougou (Olivier Ninot – Sénégal). De nouveaux facteurs peuvent, à ce titre, entrer en jeu pour la redynamisation de l'agriculture et des espaces ruraux comme l'apport d'une main d'œuvre constituée de migrants, mais présentent néanmoins des effets pervers comme l'exploitation abusive des

travailleurs agricoles comme en Italie (Alessandra Corrado – Italie). Cela a conduit à des initiatives pour une nouvelle gestion des exploitations agricoles plus respectueuses des droits humains comme en Italie du Sud-Est (Giulio Iocco – Italie). Autre exemple de la polarisation rurale, les souks participent, à travers leurs aires marchandes, à la définition d'une armature rurale nécessaire à l'administration des régions reculées comme l'Anti-Atlas marocain (Mohamed Oubenal – Maroc).

Le cinquième et dernier atelier a mis en relief les questions de justice spatiale et de mobilisation contre les inégalités. L'attractivité des zones agricoles à fort potentiel de production pour l'investissement privé étranger induit des décalages, ce qui constitue un élément d'exacerbation des inégalités et des revendications identitaires locales comme à Sidi Bouzid vis-à-vis des agriculteurs sfaxiens (Mathilde Fautras – Tunisie). L'introduction de nouveaux systèmes de production et les conséquences en termes de surexploitation de ressources et de dégradation de l'environnement apparaissent ainsi comme un catalyseur de dynamiques de mobilisations sociales territorialisées comme à Gabès (Diane Robert – Tunisie).

Marouen Taleb

¹ Projet de recherche « Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord. Compétition des modèles et diversité des trajectoires nationales », financé par le programme *Advanced Grant* du Conseil européen de la recherche (ERC).



© Marouen Taleb..